



**Intervention à la 25e heure du Mans le 11 octobre 2009
sur le capitalisme vert**

par Corinne MOREL DARLEUX, Secrétaire Nationale au combat écologique

Bonjour à toutes et à tous,

Je suis très heureuse d'être parmi vous sur ce thème qui me tient à coeur, et je remercie amicalement les camarades du PG, ainsi qu'Aurélien Bernier, du M'pep, auteur de « Le climat, otage de la finance », qui a accepté de se joindre à nous.

Des débats comme celui-ci sont essentiels, à plus d'un titre. Surtout en ce moment... Parce qu'en plein débat sur la taxe carbone, en pleine opération de comm sur la voiture « propre », et à quelques semaines du sommet sur le climat de Copenhague, on voit bien qu'il existe une vision libérale de l'écologie avec laquelle Nicolas Sarkozy se sent évidemment très à l'aise. Ce qui lui permet de se poser en « géant vert », tout en rappelant tranquillement au congrès de Versailles que sa solution pour sortir de la crise, c'est de produire plus pour consommer plus... Ce n'est pas avec ça qu'on va changer radicalement la société. Et c'est un vrai souci. **Parce que le problème, c'est qu'en laissant croire que l'écologie serait compatible avec le capitalisme, au final on se retrouve face à deux risques** : le premier, c'est de sombrer dans l'environnementalisme, qui, au nom de l'urgence écologique, a une fâcheuse tendance à oublier le social. Pour faire court, si c'est pour passer de la production de camions à la production d'éoliennes, mais avec les mêmes conditions de travail et le même rapport au capital, on sera encore loin d'un vrai projet de transformation sociale et écologique. Le deuxième risque, c'est qu'avec des discours comme ça, on ouvre un boulevard à la droite pour s'emparer de l'écologie, et la récupérer sous forme de capitalisme vert, où l'écologie ne devient finalement qu'un business comme un autre. C'est l'exemple du marché du carbone, sur lequel reviendra Aurélien Bernier qui a beaucoup travaillé sur ce sujet.

Alors pour nous il est hors de question de se résigner à ces logiques d'accompagnement du système, alors que l'écologie politique est au contraire un formidable levier d'émancipation et de dépassement du capitalisme. D'où l'importance de la réaffirmation d'une écologie radicale, qui elle est forcément de gauche, anticapitaliste et solidaire. Parce que radicale, ça veut dire aller à la racine des causes et que l'on parle de l'exploitation des individus ou de celle des écosystèmes, dans les deux cas, la cause est la même : la logique d'accumulation matérielle, la croissance économique à tout prix, le productivisme. Et le résultat, on le sait malheureusement, c'est la montée des inégalités sociales et des désastres écologiques, dans une société aliénante qui nous fait marcher sur la tête.

Il va falloir se désenfumer de tout ça, décoloniser notre imaginaire et sortir de l'horizon indépassable du capitalisme. Parce qu'à l'heure où la prise de conscience écologique prend corps, il serait catastrophique de s'engager dans la voie du « capitalisme vert ». Car le « capitalisme vert », en poursuivant avec les mêmes recettes productivistes, nous condamne à rester dans l'impasse actuelle du schéma croissance - production - consommation, celui là même qui transforme les citoyens en consommateurs et repousse toujours à demain la redistribution des richesses, dans

l'attente d'une hypothétique relance de la croissance économique... **Le capitalisme vert, c'est l'alliance illusoire du capitalisme et de l'écologie.** On le voit aujourd'hui avec le Grenelle, mais aussi avec la loi de modernisation économique et le plan de « relance » du gouvernement Sarkozy : d'un côté la taxe carbone qui pénalise les plus modestes, de l'autre la construction de nouvelles autoroutes, l'incitation à l'achat de nouvelles voitures, la relance du nucléaire et des supermarchés en périphérie des villes, ou encore la privatisation du rail et de l'énergie... Où est la cohérence, où est l'écologie dans tout ça ? En même temps, ce n'est pas une surprise : la logique capitaliste ne peut avoir qu'un intérêt : polluer moins pour polluer plus longtemps et faire de l'écologie une nouvelle source de profit. D'autres, en se fixant comme objectif de protéger l'environnement, et non de changer radicalement la société, veulent nous faire croire que l'écologie serait a-politique et qu'elle pourrait s'affranchir du clivage gauche-droite... C'est le cas d'Europe Écologie, notamment. Car en tendant la main au Modem, en acceptant le très libéral Traité de Lisbonne, en laissant croire finalement que leurs propositions pourraient se passer d'une critique radicale du système, tout ceci a malheureusement aussi permis que le succès « écolo » soit récupéré par ceux-là même qui nous ont conduit à la crise sociale et écologique.

Nous devons dénoncer cette manipulation visant à sauvegarder le système et à faire « du changement dans la continuité ». La hauteur de l'enjeu appelle au contraire un changement d'approche radical et systémique, une rupture qui s'inscrit nécessairement dans le dépassement du capitalisme et dans la prise en compte simultanée des enjeux sociaux et écologiques. **Il est plus que temps de passer de l'écologie de salon à une écologie de combat.** Une écologie qui fasse preuve de courage en disant clairement les choses à nos concitoyens qui, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire, sont en capacité d'entendre et de comprendre. Car la vérité, c'est qu'on ne sauvera pas la planète sans sortir du capitalisme et de la logique productiviste, qui provoque à la fois hausse des inégalités, exploitation sociale et pollutions, qui pille les ressources des pays du Sud, ne reconnaît que la loi de l'argent et du plus fort, qui en somme exploite d'un même mouvement les individus et les écosystèmes, dans une version marchande de la double peine. Le capitalisme ne peut pas être moralisé, et il ne peut pas être écologique.

C'est pourquoi nous pensons, au Parti de Gauche, que notre approche doit se situer résolument sur le terrain de l'écologie politique, c'est à dire dans une approche émancipatrice, qui englobe la lutte contre toutes les formes de domination, qui prend en compte la diversité des activités humaines, en refusant l'idée selon laquelle l'épanouissement individuel passerait par la consommation matérielle. Une approche qui se dote de nouveaux indicateurs à la place du seul PIB, qui pose la question des inégalités sociales et du revenu maximal autorisé, défend la réappropriation citoyenne, l'éducation populaire, la relocalisation et la socialisation de l'économie, et milite pour d'autres rapports Nord-Sud...

Par des mesures d'urgence, bien sûr, mais aussi par la construction d'un véritable projet, doté d'un programme de transition solide, avec des solutions planifiées sur le long terme, car si on reste dans le court terme et l'accompagnement du système, on ne s'en sortira jamais ! On restera dans ce système qui nous pousse à consommer toujours plus, qui évalue l'intérêt de chaque activité humaine en termes de profit, au mépris de l'intérêt général et de l'épanouissement individuel. Ce système vorace et prédateur qui transforme tout en marchandise : les individus, le temps, l'eau, l'alimentation, l'éducation... **Au contraire, l'écologie remet au premier plan l'intérêt général et la notion de bien commun** - eau, air, énergie, alimentation... Elle oblige à remettre en cause la logique de marchandisation, la brevetabilité du vivant et le pillage des ressources naturelles des pays du Sud. Et elle nous oblige à réfléchir sur le long terme, ce temps long, incompatible avec la logique de rentabilité à court-terme des intérêts capitalistes. Le marché ne sait pas prendre en compte l'intérêt général. Comment croire que le capitalisme puisse le faire, ce serait un suicide pour lui !

Comment les groupes de production d'énergie, ouvert à des actionnaires privés qui leur demandent toujours plus de profits, pourraient-ils inciter leurs clients à la sobriété, c'est à dire acheter et consommer moins ?!

Seule la collectivité et la sphère publique peuvent gérer ce défi de manière volontariste, démocratique, et sur le long terme. Prenons l'exemple du climat et de l'énergie. Réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais aussi sortir du nucléaire et anticiper la fin du tout pétrole, par exemple, ça ne se fera pas du jour au lendemain. Alors nous, au PG, nous pensons qu'il faut planifier d'urgence la transition écologique, de manière volontariste, en organisant la diminution, l'arrêt et la reconversion des secteurs socialement inutiles et polluants, en développant à l'inverse les secteurs nécessaires pour satisfaire les besoins sociaux essentiels. Parce que la prise en compte de la finitude des ressources naturelles, c'est avant tout l'opportunité de repenser l'utilité sociale de la production, de réfléchir sur nos manières de consommer, de se demander de quoi on a besoin, qu'est-ce qu'on produit et comment on le produit. Alors il va bien falloir dresser un état des lieux sérieux de la situation, organiser un grand débat public sur les objectifs à atteindre et les programmes à mettre en place pour y arriver, faire travailler ensemble syndicats, chercheurs, associations et citoyens...

C'est ce processus démocratique que nous appelons au PG la planification écologique. Ce mot fait parfois peur, alors soyons clairs. Nous ne voulons pas revenir au centralisme étatique autoritaire pratiqué en Union Soviétique. Mais oui, nous revendiquons l'importance du rôle de l'État et des services publics. Ils sont certes à réinventer, notamment par une profonde réforme institutionnelle et les moyens démocratiques d'une nouvelle implication populaire, sans laquelle la planification écologique ne pourra pas se mettre en place. Mais ils restent indispensables pour planifier la rupture, construire un cadre de société émancipateur et garantir l'égalité d'accès aux droits fondamentaux pour tous, partout. Avoir le courage de réaffirmer que l'énergie est un droit fondamental qui ne peut pas être laissé aux seules lois du marché, et que seul un service public de l'énergie peut permettre à la fois de planifier la révolution énergétique, mais aussi de garantir le droit à l'énergie pour tous, partout, aux mêmes conditions d'accessibilité, et pas plus chère selon que vous habitez dans un coin ensoleillé et venteux ou pas.

Intérêt général, émancipation, solidarités... L'écologie c'est donc aussi une opportunité formidable de réenchanter le monde, en refusant l'horizon indépassable du capitalisme.

L'écologie politique peut nous y aider, non pas par une posture culpabilisatrice et dogmatique, mais par sa capacité à proposer un nouveau modèle d'émancipation combinant démocratie, justice sociale et impératif écologique. Car la crise généralisée du capitalisme nous donne à la fois l'obligation ET l'opportunité de réaliser une véritable mutation.

La gauche de combat se trouve face à une responsabilité historique. Celle de dénoncer la logique perverse du capitalisme et sa vision d'un individu consommateur et docile, soumis aux impératifs du productivisme, celle de mener la bataille culturelle et idéologique face à la droite du « travailler plus pour consommer plus ».

Celle, enfin, de se rassembler pour avancer, ensemble, vers un véritable projet de gauche alternatif au capitalisme et au productivisme, qui remette l'intérêt général au premier plan, qui permette de satisfaire les besoins fondamentaux de chacun, tout en préservant les éco-systèmes.

Qui permette, en un mot, de « vivre bien ».